



**ABACUS AEC**

**Audit Expertise Comptable**

Associée

Véronique BACO-ANTONIALI

Commissaire aux Comptes

**Habileté à certifier les informations en matière de durabilité**

Expert-Comptable

Expert près la Cour d'Appel de Lyon

**ALTE 69**

**Agence locale de la Transition**

**Energétique du Rhône**

Association loi 1901

Siège social :

14 Place Jules Ferry 69006 LYON

SIRET : 851 756 684 00011

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

**CABINET ABACUS AEC**

25 Bis rue du Clos Varissan 69390 MILLERY

Tel : 04 26 65 32 46 - [contact@abacus-aec.com](mailto:contact@abacus-aec.com) - [www.abacus-aec.com](http://www.abacus-aec.com)

SAS au capital de 15 000 € - 798 729 307 RCS LYON

Société inscrite auprès du tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Lyon et de auprès de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes et rattachée à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Lyon-Riom

*VBA*



Aux membres de l'association,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ALTE 69 relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association ALTE 69 à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> Janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

#### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 18 de l'annexe des comptes annuels concernant les événements de l'exercice.

#### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Comme indiqué dans les notes de l'annexe aux comptes annuels pages 15 à 18 : « Annexe libre 2 : Autres informations relatives au compte de résultat », nous avons vérifié le respect de l'application de la règle décrite pour les subventions et prestations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.





### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association ALTE 69 à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ALTE 69 ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'association ALTE 69.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.



**ABACUS AEC**  
**Audit Expertise Comptable**

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association ALTE 69 à poursuivre son exploitation.

Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Millery, le 15 Juin 2025 en 4 exemplaires originaux dont 3 remis à ALTE 69,

**ABACUS AEC :**

\_\_\_\_\_  
**Véronique BACO-ANTONIALI**

Commissaire aux comptes - Associée

\_\_\_\_\_



# Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires				
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	10 989	8 000	2 989	4 346
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours				
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	297 598		297 598	213 086	
TOTAL (I)		308 587	8 000	300 587	217 432
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				203
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	567		567	786
	Autres créances	687 323		687 323	830 292
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITES	322 237		322 237	177 611	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	2 319		2 319	7 954
	TOTAL (II)		1 012 446	1 012 446	1 016 846
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		1 321 033	8 000	1 313 033	1 234 278
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				297 598	213 086
(3) dont à plus d'un an					
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents			- autorisés par l'organisme de tutelle		
Dons en nature restant à vendre					

# Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		31/12/2024	31/12/2023
Fonds associatifs	<b>Fonds propres</b>		
	Fonds associatifs sans droit de reprise <i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves	540 202	644 403
	Report à nouveau		
	<b>Résultat de l'exercice</b>	161 999	(104 200)
	<b>Total des fonds propres</b>	702 201	540 202
	<b>Autres fonds associatifs</b>		
	Fonds associatifs avec droit de reprise - Apports - Legs et donations - Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		6 875
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs Droits des propriétaires Ecarts de réévaluation Subventions d'investissement sur biens non renouvelables Provisions réglementées		
	<b>Total des autres fonds associatifs</b>		6 875
	<b>Total des fonds associatifs</b>	702 201	547 077
Provisions	Provisions pour risques	35 831	290 366
	Provisions pour charges		
	<b>Total des provisions</b>	35 831	290 366
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement		
	Sur dons manuels affectés		
	Sur legs et donations affectés		
	<b>Total des fonds dédiés</b>		
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 017	7 094
	Emprunts et dettes financières divers	262 877	252 500
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	50 926	73 307
	Dettes fiscales et sociales	53 758	8 097
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	396	
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	206 027	55 837
	<b>Total des dettes</b>	575 001	396 834
	Ecarts de conversion passif		
	<b>TOTAL PASSIF</b>	1 313 033	1 234 278
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	161 998,90	(104 200,44)
	(1) Dont à moins d'un an	575 001	396 834
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		
ENGAGEMENTS DONNES			



# Compte de Résultat

Etat exprimé en euros		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués		
	Prestations de services	8 953	14 408
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	1 056 735	1 390 028
	Dons		
	Cotisations	51 989	51 489
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante		
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	290 366	4 070
	Autres produits		
	<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>1 408 043</b>	<b>1 459 995</b>
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	1 131 429	1 341 295
	Impôts, taxes et versements assimilés	2 983	1 977
	Rémunération du personnel		
	Charges sociales		
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	2 354	2 672
	Dotation aux provisions	35 831	145 183
	Autres charges	75 827	75 272
	<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>1 248 423</b>	<b>1 566 399</b>
	<b>1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER</b>	<b>159 620</b>	<b>(106 404)</b>
Produits financiers Charges financières	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	2 409	2 276
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières	30	73
	<b>2 - RESULTAT FINANCIER</b>	<b>2 379</b>	<b>2 204</b>
	<b>3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT ( 1 + 2 )</b>	<b>161 999</b>	<b>(104 200)</b>
	Produits exceptionnels		
	Charges exceptionnelles		
	<b>4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		
	Impôts sur les sociétés		
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		
	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>1 410 453</b>	<b>1 462 271</b>
	<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>1 248 454</b>	<b>1 566 471</b>
	<b>EXCEDENT ou DEFICIT</b>	<b>161 999</b>	<b>(104 200)</b>
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	<b>PRODUITS</b>		
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	<b>CHARGES</b>		
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
	Personnel bénévole		



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

### Objet social de l'entité

L'ALTE 69 est au service des collectivités dans le cadre de leur politique Energie Climat, des habitants sur l'énergie dans les logements et plus largement des acteurs locaux pour accompagner la transition énergétique des territoires. Il s'agit d'une association non fiscalisée.

### Faits caractéristiques

Le bilan de l'exercice, avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 présente un total de 1 313 033 euros.

Le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, affiche un total des produits d'un montant de 1 410 453 euros et d'un total des charges de 1 248 454 euros, dégageant ainsi un résultat de 161 999 euros.

L'exercice clos au 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

Le montant facturé par GEDERRA au titre de la mise à disposition du personnel hors frais de gestion est de 854049 € en 2024 contre 973 739 € en 2023 .

Le nombre d'ETP est 17,19 en 2024 contre de 19,32 en 2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

### METHODES PRINCIPALES APPLIQUEES

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le règlement comptable ANC n° 2014-03.

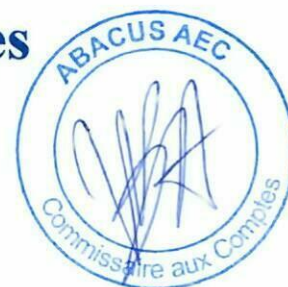
L'annexe est établie conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan Comptable général sous réserve des dispositions particulières figurant dans le règlement ANC n°2018-06.





# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros



## Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les immobilisations financières s'élèvent à 297 598 € dont 287 653 € au titre du dépôt de garantie versé à GEDERRA au titre de la mise à disposition du personnel.

## Créances et dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

La dette envers GEDERRA figure en compte courant.

## Immobilisations corporelles

- Matériel de bureau et informatique: amortissement linéaire sur 3 ans
- Mobilier: amortissement linéaire sur 5 ans.

## Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres						
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	9 992		997			10 989
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9 992		997			10 989
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	213 086		157 494		72 982	297 598
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	213 086		157 494		72 982	297 598
TOTAL		223 078		158 491		72 982	308 587



## Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	297 598	297 598	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	567	567	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	687 323	687 323	
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers			
	Charges constatées d'avance	2 319	2 319	
TOTAL DES CREANCES		987 807	987 807	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	1 017	1 017		
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	50 926	50 926		
	Personnel et comptes rattachés	118	118		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	53 641	53 641		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	396	396		
	Groupe et associés	262 877	262 877		
	Autres dettes				
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	206 027	206 027		
TOTAL DES DETTES		575 001	575 001		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

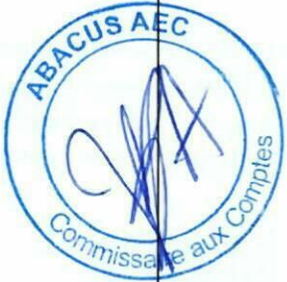
## Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	<b>PROVISIONS REGLEMEENTEES</b>				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	290 366	35 831	290 366	35 831
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		<b>290 366</b>	<b>35 831</b>	<b>290 366</b>	<b>35 831</b>
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>290 366</b>	<b>35 831</b>	<b>290 366</b>	<b>35 831</b>
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			35 831	290 366	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

La provision de 290 366 € concernait la prime région années 2022 et 2023 du programme SARE SPPEH (cf. paragraphe spécifique) et la provision de 35 831 € la subvention FNCCR pour un plafond de prise en charge des dépenses.



## Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
<b>Fonds propres</b> - Valeur du patrimoine intégré - Fonds statutaires - Apports sans droit de reprise - Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés - Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise Réserves statutaires Réserves pour investissements Réserves de trésorerie Autres réserves Report à nouveau Résultat de l'exercice				
Autres réserves	644 403	(104 200)	163 476	376 726
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice	(104 200)	163 476	(104 200)	163 476
<b>Autres fonds associatifs</b> - Apports avec droit de reprise - Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisé - Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables Résultats sous contrôle des tiers financeurs Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise Subventions d'équipement Subventions d'investissement reçues avec obligation d'amort. Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires Autres subventions d'investissement Droits des propriétaires	6 875		6 875	
<b>TOTAL</b>	<b>547 077</b>	<b>59 276</b>	<b>66 151</b>	<b>540 202</b>

## Annexe libre 2

Etat exprimé en euros



### Autres informations relatives au compte de résultat

Le montant des subventions est comptabilisé dès la signature. Les subventions sont comptabilisées à l'avancement. La quote-part d'avancement des subventions est constatée chaque année sur la base de l'avancement des actions et des contraintes contractuelles des coûts éligibles.

Les subventions se décomposent ainsi:

N° de compte	Intitulés	Solde 2024	Solde 2023
741ADEME	ADEME AURA	11 199,00	
741BAOBAP	BAOBAP	19 010,19	
741BAPAUURA	BAPAUURA PROGRAMME EUROPEEN		25 979,35
741CAVBS	AGGLO VILLEFRANCHE BEAUJOLAIS SAONE	88 348,00	117 146,20
741CAVC	AGGLO VIENNE CONDRIEU	17 900,00	16 200,00
741CCBPD	CC BEAUJOLAIS PIERRES DOREES	86 149,00	89 699,00
741CCCEL	CC EST LYONNAIS	30 543,00	40 043,00
741CCMDL	CC MONTS DU LYONNAIS	39 030,96	32 669,00
741CCPO	CC PAYS D OZON	21 123,00	19 336,99
741CCSB	CC SAONE BEAUJOLAIS	41 110,00	33 597,00
741CCVL	CC DES VALLONS DU LYONNAIS		5 483,40
741COPAMO	CC PAYS MORNANTAIS		13 101,58
741COR	AGGLO OUEST RHODANIEN	105 781,00	132 954,00
741DPT69	SPEH ANAH CD 69	365 437,56	583 955,44
741FNADT	FNADT - MASSIF CENTRAL EN TRANSITIONS	27 146,82	59 420,30
741FNCCR	FNCCR- MiMOSA	95 806,08	20 938,45
741PATH2LC	PATH2LC - PROGRAMME EUROPEEN		36 253,54
741SDMIS	SDMIS	7 750,00	8 250,00
741SOL	SYNDICAT OUEST LYONNAIS	100 400,00	155 000,00
	<b>TOTAUX</b>	<b>1 056 734,61</b>	<b>1 390 027,63</b>



## Annexe libre 2

Etat exprimé en euros



Au 31/12/2024, le montant des produits constatés d'avance est de 206 027 € et concerne:

- Le programme CEE Actee/chêne pour 100 438 €, contrat signé en 2024 mais dont le travail débutera en 2025
- Le programme BAOBAP pour un montant de 77 148 €
- Le programme MIMOSA pour un montant de 28 441 €

Sur l'ALTE 69, les contrats conclus avec les tiers financeurs coïncident avec l'exercice civil et couvrent pour la plupart d'entre eux une seule année.

Le suivi de l'avancement des temps affectés par les salariés et des coûts aux projets financés est effectué sur le logiciel CoutoSuix développé en interne par l'association HESPUL.

En fin d'exercice, une distinction est opérée sur les subventions :

- pour lesquelles le tiers financeurs a défini l'affectation de la subvention à un projet particulier et défini contractuellement
- pour lesquelles les financements ne sont pas affectés par les tiers financeurs ou donateurs à un projet déterminé

Si le tiers financeur a défini l'affectation de la subvention à un projet particulier et défini contractuellement et que la totalité des fonds n'a pas été utilisée, ces fonds sont dans ce cas affectés en fonds dédiés pour la quote-part non utilisée au titre de l'exercice. Mais si cette subvention couvre une durée supérieure à l'exercice, la quote-part relative aux exercices suivants est retraitée en produits constatés d'avance.

Si les financements ne sont pas affectés par les tiers financeurs ou donateurs à un projet déterminé et que la totalité des ressources n'a pas été utilisée, l'excédent est reporté sur l'exercice suivant par la comptabilisation de produits constatés d'avance.

Ainsi, conformément au règlement n° 2020-08 de l'ANC relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif publié au JO du 31 décembre 2020, la pratique des fonds dédiés et des produits constatés d'avance au titre des subventions est le suivant:

***Produits constatés d'avance (Cf détail page 18)***

## Annexe libre 2



Etat exprimé en euros

### **Fonds dédiés (Cf détail page 17)**

Un travail de contrôle du temps passé a été réalisé et la faisabilité de son report sur l'exercice suivant également.

Au vu des données transmises, la part des missions n'ont encore réalisées au 31/12/2024 et dont le report juridique n'était pas prévu, ne feront pas l'objet d'un report en 2025.

Au 31/12/2024, aucune subvention ne fait l'objet d'un report en fonds dédiés.

### Informations complémentaires

Les dépenses éligibles relatives à 2024 au titre du SPPEH ont fait l'objet d'une attestation par le Commissaire aux comptes pour un total de 607 890.60 HT euros.

Comme indiqué dans l'annexe financière de cette subvention, pour bénéficier de la totalité de la part CEE-SARE (Actes + Primes), les dépenses HT à présenter doivent être au minimum égales à 2 fois le montant des actes réalisés (selon le barème) auquel se rajoute le montant des primes SARE. (Si montant inférieur, calcul au pro-rata). Ces montants sont renseignés par année civile.

Le montant des frais d'actes déclarés au titre de 2024 s'est élevé à 224 171 €.

Comme indiqué dans l'annexe financière de cette subvention, pour bénéficier de la totalité de la part CEE-SARE (Actes + Primes), les dépenses HT à présenter doivent être au minimum égales à 2 fois le montant des actes réalisés (selon le barème) auquel se rajoute le montant des primes SARE. (Si montant inférieur, calcul au pro-rata). Ces montants sont renseignés par année civile.

Au titre de 2024, l'application de ce plafond conduit à ne retenir qu'une subvention de 224 171 € pour les actes.

A ce montant viennent s'ajouter 64 011.50 euros de forfait de la convention pour les actes C1, C2 et C3.

En outre, une part complémentaire régionale de 73 172.50 € a été constatée dans les comptes clos au 31/12/2024 ainsi que 4 082.56 € relatifs à un excédent de versement au titre du SARE 2023

Soit un montant total de 365 437.56 €

Compte tenu des décisions ministérielles rendues officielles sur l'acceptation de la conservation des deux primes exceptionnelles de 145 183 € chacune, la provision de 290 366 € précédemment constatée a été reprise en totalité.

### Précisions de l'exercice

- Concernant la FNADT, le dépôt du solde de la subvention au titre de l'année 2024 d'un montant de 69 127.80 € a été déposé au mois de juillet 2024. Des informations ont été reçues en mars 2025 par mail indiquant que le plafond de prise en charges des dépenses avait été modifié. Ce dernier s'élevait à 33 296.55 € contre les 69 127.80 € déposés. A ce jour, nous n'avons pas encore eu une information définitive sur ce point. Par prudence, une provision pour risques et charges a été constituée à hauteur de 35 831.25 €, soit la différence.

- Afin d'apporter des précisions complémentaires aux subventions constatés dans les comptes, nous avons joint ci-après le détail des subventions qui ont fait l'objet de réduction d'enveloppe du fait de



## Annexe libre 2

Etat exprimé en euros

l'absence d'exécution des obligations souscrites.

CONTRAT	Montant signé	Montant au 31/12/2024	Réduction enveloppe
CAVBS - CX133	140 000,00 €	88 348,00 €	51 652,00 €
CCBPD - CX123	112 802,00 €	86 149,00 €	26 653,00 €
CCEL - CX121	40 043,00 €	30 543,00 €	9 500,00 €
CCPO - CX126	18 374,00 €	15 134,00 €	3 240,00 €
COR - CX128	155 381,00 €	105 781,00 €	49 600,00 €
SDMIS - CX111	8 250,00 €	7 750,00 €	500,00 €
SOL - CX129	146 000,00 €	100 400,00 €	45 600,00 €
<b>Totaux</b>	<b>620 850,00 €</b>	<b>434 105,00 €</b>	<b>186 745,00 €</b>



### Evénements de l'exercice :

L'annexe des comptes clos au 31/12/2023 détaille l'accompagnement exceptionnel au titre de l'année 2023 et les charges exceptionnelles correspondantes.

Suite à l'arrivée d'un directeur général le 08/01/2024, cet accompagnement a pris fin à fin Janvier 2024. Le seul impact est donc la facturation de Mr SOUBEYRAN au titre de Janvier 2024 pour un montant de 4 375 €.

### Cotisations des membres

Conformément au procès verbal de l'Assemblée Générale constitutive de l'association ALTE69 en date du 24 mai 2019, une cotisation annuelle est appelée chaque année aux membres. Cette dernière est déterminée en fonction d'un barème de référence. Le PV du 24/05/2019 prévoit une augmentation annuelle indexée à l'augmentation de l'indice SYNTEC.

## Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
Fonds dédiés 0				
<b>TOTAL</b>				

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
<b>TOTAL</b>				

## Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2024
<b>Produits constatés d'avance - EXPLOITATION</b> FNADT+BAOBAB+ACTEE CHENE		206 027	206 027
<b>Produits constatés d'avance - FINANCIERS</b>			
<b>Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS</b>			
<b>TOTAL</b>			<b>206 027</b>

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés au trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 0 euros en 2023.